

HSM Haiti 2023 - Bas-Artibonite

Les résultats clés du premier cycle du Suivi de la Situation Humanitaire réalisé dans le Bas-Artibonite dans les communes de la Chapelle, Verrettes et Petite-Rivière de l'Artibonite

Janvier 2024

Messages clés

- Les résultats du premier de ce premier cycle de collecte de données dans les sections communales étudiées démontrent des besoins élevés en matière de protection. Selon ces résultats, l'activité des gangs dans la région provoque d'importantes **restrictions de mouvement** limitant, entre autres, l'accès aux marchés et **paralysant l'économie locale**. De plus, les résultats de l'enquête démontrent une **prévalence des violences basées sur le genre conjuguée au manque de services fonctionnels pour la prise en charge des victimes d'incidents de protection**. Les filles sont particulièrement exposées aux risques de grossesses prématurées ou encore à des mariages précoces. D'après les données de la MSNA 2023¹, **24%** des ménages ont identifié les **grossesses précoces** comme principale préoccupation de sécurité pour les filles en Artibonite.
- L'**accès à des sources d'eau potables améliorées** constitue également un défi dans la région particulièrement dans les sections communales de Bossous et de Savane à Roche où **34%** et **25%** des ménages dépendent respectivement de sources d'eau non-améliorées. De plus, les problèmes d'**accès à l'eau pour l'irrigation des terres agricoles**² dûs à des conditions climatiques défavorables mais aussi au manque d'infrastructures fonctionnelles ont un impact négatif sur les moyens de subsistance des habitants de la région et la production agricole.
- De même, l'enquête démontre le **manque d'accès à des installations sanitaires améliorées** et son impact sur la propagation de maladies infectieuses comme le **choléra**. Dans la région, **54%** des ménages utilisent des installations sanitaires non améliorées dont **25%** n'ont aucune installation.
- Ces conditions précaires d'accès à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement se conjuguent **aux difficultés d'accès à des structures de santé fonctionnelles**. Dans les sections communales de Bossous et de Savane à Roche, plus de la moitié des ménages mettent plus d'une heure pour atteindre la structure de santé la plus proche.

45%

des ménages interrogés **n'ont pu satisfaire qu'un quart ou moins de leurs besoins prioritaires** au cours des 30 jours précédant la collecte de données.*

13%

des enfants âgés de 5 à 17 ans **n'ont pas régulièrement fréquenté l'école** durant l'année scolaire 2022-2023, parmi les 82% des enfants inscrits dans un cursus scolaire.

*Les ménages interrogés ont été invités à estimer dans quelle mesure leurs besoins prioritaires étaient satisfaits, selon leur propre perception et compréhension de ces besoins.

CONTEXTE

Haïti traverse une crise humanitaire prolongée due à une instabilité politique persistante, une vulnérabilité aux catastrophes naturelles et une escalade de la violence liée aux gangs armés. Initialement concentrées à Port-au-Prince, les activités des gangs armés se sont étendues à l'Artibonite. De nouveaux gangs ont émergé depuis 2015, atteignant les zones rurales du Bas-Artibonite.³ Les données provenant du rapport de l'OHCHR et du BINUH révélèrent une dégradation marquée des droits de l'homme depuis début 2022, avec 1694 personnes tuées, blessées ou enlevées entre janvier 2022 et octobre 2023, dont plus de 80% pendant la période de janvier à octobre 2023.⁴ Ce contexte d'insécurité a un impact considérable sur l'accès aux services de base. D'après le rapport sur les besoins humanitaires et le plan de réponse de 2024,⁵ l'insécurité dans le département de l'Artibonite a entraîné la fermeture de 402 écoles. Aussi, un quart des établissements de santé en Artibonite déclarent avoir des problèmes d'accès physique aux infrastructures de santé, tant pour les patients que pour le personnel, en raison de l'insécurité.

APERCU DE L'EVALUATION

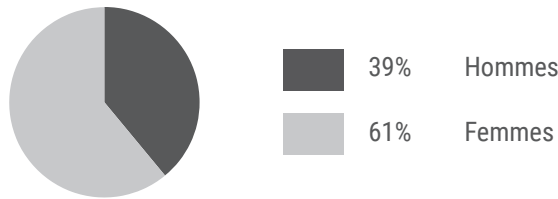
Cette évaluation vise à contribuer à une meilleure compréhension des besoins humanitaires des Bas Artibonitiens au cours de l'année 2023. Elle permettra de soutenir les acteurs humanitaires à prendre des décisions plus éclairées basées sur les priorités des populations affectées par une crise multidimensionnelle via la production d'informations multisectorielles et localisées au niveau de six sections communales.

MÉTHODOLOGIE:

La collecte de données s'est déroulée du 5 au 15 octobre 2023 dans six sections communales (Guillaume Mogé, Desarmes ; Martineau, Bossous et Savane à Roche) dans trois communes (La Chapelle, Verrettes, Petite Rivière de l'Artibonite). Des enquêtes ménages ont été réalisées auprès de 516 ménages. Réalisée parallèlement aux enquêtes auprès des ménages, des entretiens avec des Informateurs Clés (IC) ont été menés auprès d'acteurs locaux (associations, autorités locales, leaders communautaires). La section communale de Médor a également été couverte à travers ce volet qualitatif.

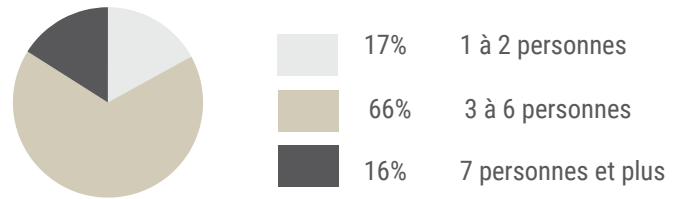
INFORMATIONS CLES SUR LA DEMOGRAPHIE DES MENAGES

% des ménages par genre du chef ou de la cheffe de ménage



17% des ménages interrogés sont composés d'une femme enceinte ou allaitante.

% de ménages par taille du ménage



60% des chefs de ménages interrogés ont entre 36-65 ans.

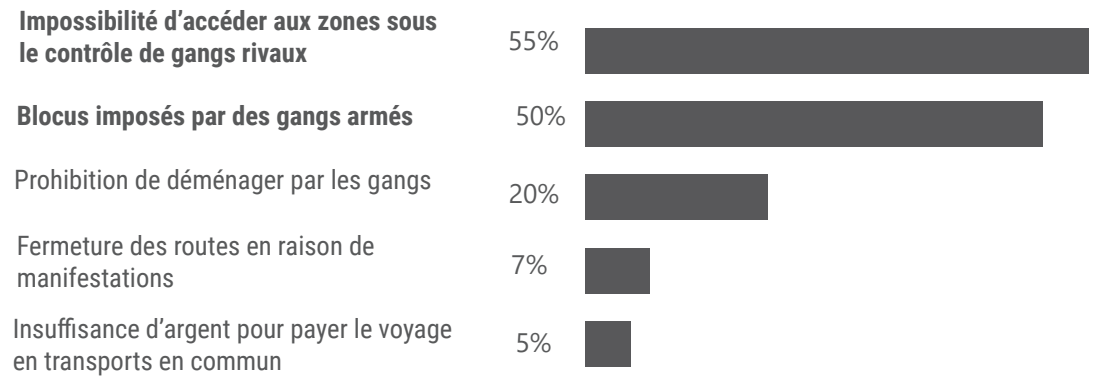
PROTECTION

RESTRICTIONS DE MOUVEMENT

20%

Des ménages enquêtés ont indiqué avoir **subi des restrictions de mouvements** au cours des 3 mois précédant la collecte la collecte de données contre **8%** au niveau du département de l'Artibonite.

Top 5 des restrictions de mouvements les plus rapportées au cours des 3 mois précédant la collecte, parmi ceux qui ont fait face à des restrictions



Les **restrictions de mouvement** ont particulièrement été rapportées dans la commune de Verrettes, notamment dans les sections communales de **Guillaume Mogé (29%)** et de **Désarmes (21%)**. C'est aussi à **Guillaume Mogé** où les **menaces de violences par les gangs** sont les plus craintes par les hommes comme indiqué par **18%** des ménages.

Des restrictions de mouvement limitant l'accès aux services de base :



Lorsque demandé aux informateurs clés (ICs) les problèmes principaux auxquels font face les communautés dans leur localité, ces acteurs locaux ont identifié **les restrictions de mouvement comme le deuxième principal problème** auquel ils font face, **précédé par les préoccupations liées à l'insécurité**.

23 personnes parmi les 30 répondants ont fait mention de **l'impossibilité de circuler librement** comme un problème important les empêchant de mener à bien leurs activités quotidiennes et **affectant l'économie locale**. D'après les témoignages de ces répondants, **ce problème ne concerne pas seulement une commune** mais tout le département de l'Artibonite. En effet, un membre d'organisation à Savanne à Roche a affirmé que :

« Avec l'insécurité, la circulation devient quasi impossible. Aucun Tap-Tap, camion ne fréquente ces zones. Les gens sont obligés de rester chez eux et consommer leurs productions. Beaucoup de produits pourrissent dans la zone car les marchés pour les écouler sont inaccessibles. »

Représentant de la société civile dans la section de Savane à Roche

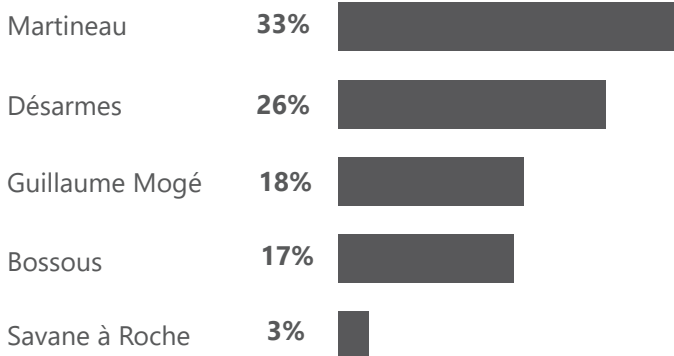
Ces restrictions de mouvement sont souvent décrites par les ICs comme un effet de la **main mise des gangs armés** et comme ayant de **graves conséquences sur l'accès aux marchés, aux moyens de subsistance, aux structures de santé, l'éducation ou encore à des sources d'eau**. Un autre répondant a décrit cet impact de **l'insécurité paralysant l'activité économique** dans la région en expliquant que :

« L'insécurité a aggravé les choses. Personne ne peut circuler librement. Les productions de la zone restent dans la zone et pourrissent. Ceux qui risquent leur vie pour aller vendre à Pont Sondé (Marché à Saint-Marc) en paient les frais. Actuellement il y a cinq marchands de la zone qui sont entre les mains des gangs (enlevés sur la route à Liancourt). Ils voulaient simplement vendre leurs produits à Pont-Sondé. »

Leader communautaire à Martineau

UNE PRÉVALENCE DES VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE

% de femmes signalant des zones dans leur localité que les femmes et les filles évitent parce qu'elles ne s'y sentent pas en sécurité, par section communale



L'exposition aux risques de harcèlement et de violence envers les femmes

Les incidents de protection pour les femmes et filles sont plus prévalents dans la 3ème Section Communale Guillaume Mogé (Quartier de Desarmes) où presque tous les ICs ont mentionné la prévalence des violences faites aux femmes. Dans cette section, le risque de subir du harcèlement ou de la violence pour les femmes a été rapporté par 13% de ménages et de 11% pour les filles.

RESSOURCES DISPONIBLES EN CAS DE VIOLENCE SEXUELLE OU BASÉE SUR LE GENRE

% de ménages par ressource vers laquelle se tourner en cas de violence sexuelle ou basée sur le genre :

- 1 Autorités locales (CASEC- ASEC) (49%)
- 2 Ne sait pas (24%)
- 3 Autorité religieuse (18%)

Selon plus de la moitié des ICs, il existe un manque de mécanismes de prise en charge de victimes d'incidents de protection. De plus, certains ICs ont mis en lumière les barrières davantage sociales et culturelles pour dénoncer et reconnaître les violences basées sur genre. Un IC a expliqué :

« Non, il n'y a pas ce genre d'accompagnement. Une victime reste et demeure une victime. Il n'y a pas un lieu où les gens peuvent aller officiellement se plaindre de cas de viols ou de grossesse précoces. Tu te fais violer tu retournes chez toi et ta misère devient encore plus atroce qu'au tout début. »

Représentant d'une association à Désarmes

PROTECTION DE L'ENFANCE

25%

Des ménages dans la section de Désarmes ont des enfants dont l'activité principale est de chercher de l'eau, contre une moyenne de 16% dans la région. A Savane à Roche, 10% des ménages ont des enfants dont l'activité principale est de s'occuper du bétail.

L'exposition des filles aux grossesses précoces

13/30

ICs ont évoqué l'exposition des filles dans la région à des grossesses précoces. Ces cas sont pour ces ICs principalement liés à deux facteurs qui sont le manque d'éducation sexuelle et reproductive mais aussi la pratique de la prostitution rapportée par certains ICs dans la commune de Petite Rivière de l'Artibonite.

« Pour s'adapter, certaines jeunes filles tombent enceintes parce que leurs parents ne peuvent pas répondre à leurs besoins. Cependant, en décembre, nous avons organisé une séance de formation sur la sexualité pour les jeunes. Environ une centaine de jeunes y ont participé, étant donné que la prostitution chez les jeunes filles est très fréquente à Médor, entraînant des grossesses prématurées (avant l'âge de 18 ans). »

Représentant d'une association à Savane à Roche

Des dangers liés aux activités des gangs armés dans la région

Plusieurs ICs ont évoqué les difficultés d'accès à l'éducation des enfants à cause de difficultés des ménages d'assurer les coûts liés à la scolarisation de leurs enfants. Selon certains ICs, la descolarisation des enfants peut être un facteur d'exposition à la délinquance, la prostitution et aux risques de protection de manière générale. Un IC interrogé dans la section de Bossous a témoigné d'une situation à laquelle il a fait face liée à l'arrestation d'un mineur impliqué dans des activités de gangs armés.

« Avant- hier, j' ai pu constater l' arrestation d' un mineur, il n' a pas été arrêté par le mouvement "bwa kale" parce qu' il est âgé de 14 ans seulement, orphelin, il n' a pas accès à l' éducation mais il est recruté par les gangs armés afin de transporter les armes et il a accès à la nourriture grâce à ça. Les bandits se sont enfuis et ont laissé la valise d' armes entre ses mains. »

Leader communautaire à Bossous

EAU POTABLE, HYGIENE ET ASSAINISSEMENT

ACCÈS À L'EAU

34%

Des ménages dans la section de Bossous dépendent **de sources d'eau non améliorées*** comme principale source d'eau potable.

Les sources d'eau non améliorées incluent les options suivantes: source non protégée, puits non protégés et eau de surface.

Top 3 des sources d'eau potable principale dans les sections de Bossous et de Savane à Roche rapportées par les ménages (% des ménages)

Bossous		Savane à Roche
Raccordement par canalisation à la maison (21%)	1	Robinet public ou borne-fontaine (34%)
Eau de source non protégée (21%)	2	Eau de source non protégée (20%)
Robinet public ou borne-fontaine (16%)	3	Raccordement par canalisation à la maison (19%)

Dans la section communale de Bossous, **13%** des ménages ont recours à **l'eau de surface comme principale source d'eau potable**. En outre, **82%** des ménages dans cette section ont signalé **avoir manqué d'eau au moins une fois dans les quatre semaines** précédant la collecte de données.

Zoom sur les difficultés d'accès à l'eau dans la section communale de Désarmes



Dans la section communale de Désarmes, les cinq informateurs clés ayant participé aux entretiens ont unanimement **soulevé les difficultés liées à l'accès à l'eau potable**, ainsi qu'à des **finances d'irrigation**. Ces répondants ont particulièrement souligné la **fréquence limitée de l'approvisionnement en eau** via les raccordements domiciliaires, mettant en évidence la **qualité pauvre** de cette ressource. Deux répondants ont souligné que ces problèmes conduisent à **l'utilisation de sources d'eau non améliorées**, telles que des sources non protégées ou des puits, en raison du **coût élevé d'achat de gallons d'eau** comme l'illustre la citation ci-dessous.

Certains informateurs clés ont attribué ces difficultés à **l'absence d'infrastructures fonctionnelles d'approvisionnement en eau** et à la **difficulté de mobiliser des ressources pour assurer leur maintenance**. Un représentant de la société civile a également mentionné le **canal Head Gate**, construit entre 1946 et 1949, devenu dysfonctionnel après avoir été endommagé par un ouragan en 1979. Des agriculteurs locaux ont protesté pour demander sa réhabilitation en décembre, espérant ainsi répondre aux besoins d'irrigation de leurs terres agricoles.¹

Par ailleurs, deux autres répondants, dont un représentant d'une autorité locale, ont suggéré que **la déforestation, résultant de l'exploitation du bois, impacte la disponibilité de l'eau dans la région**. Les effets de la déforestation sur la disponibilité de l'eau ont été démontrés dans d'autres contextes, notamment au Malawi, où une étude a révélé qu'entre 2000 et 2010, une perte de 14% des forêts avait un impact équivalent à une diminution des précipitations de 9% sur les ressources en eau du pays.²

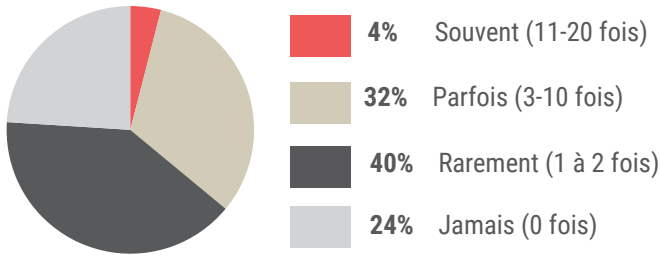
« Il existe un problème majeur que je peux qualifier de vital pour Désarmes : celui de l'accès à l'eau potable. Comme vous le savez, l'eau est un élément essentiel, et cette difficulté représente un véritable cauchemar pour la population de Désarmes. En particulier dans la zone où je vis, les habitants puisent de l'eau à partir de petits trous qu'ils creusent. Je ne peux pas vraiment les qualifier de puits, car ils mesurent environ 2 mètres de profondeur, et l'eau qu'ils contiennent n'est pas propre. Les habitants ont aussi recours aux taxis-motos en fixant des récipients sur ces deux-roues pour se rendre à la rivière afin de chercher de l'eau. Bien que j'aie un tuyau devant chez moi, il est inutile. Pour ma part, je n'utilise pas l'eau de la rivière pour la boisson, mais plutôt à d'autres fins. J'achète de l'eau traitée spécifiquement pour la consommation. Pour ceux qui ne possèdent pas de moto ou ne peuvent pas en payer une, comme je l'ai mentionné, ils puisent de l'eau dans les petits trous. »

Représentant de la société civile dans la section de Désarmes

18% des ménages dans la 4ème section communale de Désarmes ont signalé que leur **principal problème réside dans le fait que les points d'eau soient trop éloignés**. Dans cette même section, **62%** des ménages ont indiqué que ce sont **les enfants responsables de chercher de l'eau pour le foyer**.

% de ménages selon la fréquence à laquelle ils n'ont pas eu suffisamment d'eau potable

Au cours des 4 semaines précédant la collecte



76% des ménages dans la région du **Bas-Artibonite** ont signalé avoir manqué de l'eau potable au moins une fois au cours des quatre semaines précédant la collecte de données par rapport à **67%** à l'échelle du département de l'Artibonite.

% des ménages selon le temps nécessaire pour aller chercher de l'eau

Pour effectuer le trajet aller-retour afin de chercher de l'eau, **35%** des ménages mettent plus de 30 minutes. De plus, chez **38%** des ménages, ce sont les **enfants âgés de 3 à 17 ans** qui effectuent cette tâche.

Top 3 des principaux obstacles pour accéder à une quantité suffisante d'eau

- 1 Points d'eau trop éloignés (**15%**)
- 2 Nombre insuffisant de points d'eau/longue attente aux points d'eau (**10%**)
- 3 Pas assez de récipients pour stocker l'eau (**9%**)

Zoom sur la section de Savane à Roche



Trois informateurs clés dans la section ont mis l'accent sur les difficultés d'accès à l'eau et sa non-disponibilité durant **les saisons sèches** comme précisé par la citation ci-dessous. De plus, un intervenant a mis en exergue l'accès très limité à l'eau potable dans le quartier de Deslandes.

« À partir de 2017, il pleut moins fréquemment. Nous avons toujours de l'eau pendant une période, mais pas tout le temps. Par exemple, lorsqu'il pleut, les sources sont approvisionnées en eau. Ainsi, nous avons des tuyaux, et il existe un endroit où l'eau est captée. Lorsqu'il ne pleut pas, le niveau d'eau diminue, et à ce moment-là, les habitants utilisent directement l'eau provenant de la rivière de l'Artibonite. »

Représentant de la société civile à Savane à Roche

A la Chappelle, les conditions climatiques défavorables s'accompagnent au manque de moyens pour l'accès à des infrastructures d'approvisionnement en eau à des fins d'irrigation



Dans la commune de la Chappelle où **40%** des ménages ont pour **source de revenus principale leur production personnelle** (agriculture, élevage, pêche, transformation alimentaire, fabrication à domicile, etc.), certains informateurs clés ont mis en lumière sur le **manque d'accès à l'eau pour irriguer leurs terres agricoles**. Un rapport du Programme Alimentaire Mondiale¹ a mis l'accent sur « d'importants déficits pluviométriques qui se sont accumulés entre octobre 2022 et avril 2023. » Ce même rapport précise que « de telles conditions sèches entraînent a priori une diminution du volume d'eau dans les rivières et donc dans les systèmes de canalisation vers les parcelles irriguées de la plaine rizicole de l'Artibonite. » Un répondant a décrit cette situation et son impact sur l'accès à des revenus en précisant :

« Pour l'ensemble de la commune de La Chapelle, au cours de cette période, la population dépend largement de l'agriculture pluviale. Malheureusement, cette année a été marquée par une forte sécheresse, entraînant d'importantes pertes de récoltes pour de nombreux agriculteurs. Traditionnellement, les gens utilisent des pompes pour irriguer leurs jardins pendant cette période. Cependant, les prix élevés du carburant, actuellement fixés à 2500 gourdes par gallon, représentent un défi majeur. Les agriculteurs s'appuient sur des pompes qu'ils placent dans le fleuve de l'Artibonite pour cultiver pendant la saison hivernale, mais cette méthode nécessite un approvisionnement régulier en carburant. »

Leader communautaire dans la section de Martineau

Top 4 des types de mécanismes d'adaptation utilisés en raison d'un manque d'eau

La question liée aux types de mécanismes d'adaptation adoptés en raison d'un manque d'eau a été posée aux 76% des ménages ayant indiqué avoir manqué de l'eau au moins un fois dans les quatre semaines précédant la collecte de données

Utilisation de sources d'eau moins privilégiées (non améliorées/non traitées) pour l'eau de boisson	32%
S'approvisionner en eau de surface pour l'eau potable	31%
Aller chercher de l'eau à une source plus éloignée que la source habituelle	28%
Utiliser l'eau de surface pour d'autres usages tels que la cuisine et le lavage.	23%

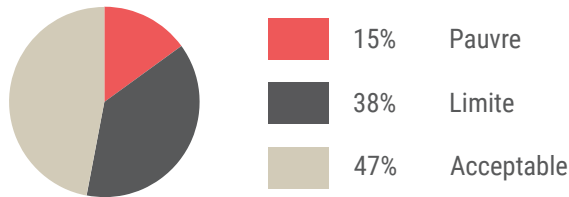
SECURITE ALIMENTAIRE

CHIFFRES CLÉS

17/30

ICs ont souligné la nécessité de donner **la priorité à la sécurité alimentaire** en tant que secteur devant être pris en charge par les acteurs humanitaires. Cette priorité découle des difficultés d'accès à la nourriture causées par des problèmes tels que **l'insécurité, les restrictions de déplacement** entravant la génération de revenus, le **manque d'accès à l'eau à des fins d'irrigation** des terres agricoles, ainsi que le **manque de ressources économiques**, comme l'ont identifié plusieurs répondants.

% de ménages selon les catégories du Score de Consommation alimentaire (FCS)



19%

des ménages dans la **commune de la Chappelle** sont dans une situation qualifiée de "pauvre" selon le score de consommation alimentaire.

% des ménages selon les niveaux de l'échelle de la faim

Sévère	13%
Modéré	67%
Aucun ou peu	20%

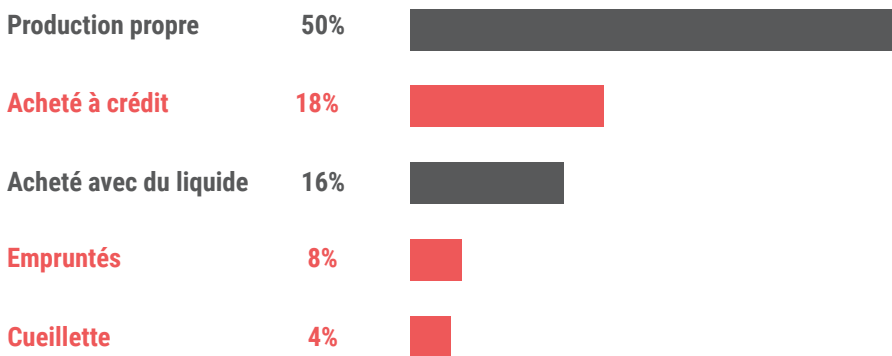
% de ménages selon le nombre moyen de repas consommés par jour par la plupart des membres du ménage

18%

des ménages dans la section de Bossous **ne consomment qu'un seul repas par jour** contre une moyenne de 13% dans la région étudiée.

SOURCES D'ALIMENTATION PRINCIPALES

Principales sources alimentaires rapportées par les ménages (en % de ménages) au cours des 30 jours précédant la collecte

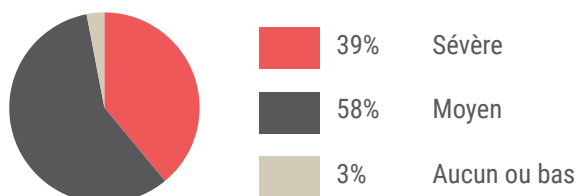


1/4

des ménages dans la **section de Martineau** ont recours à **l'achat à crédit** comme source d'alimentation primaire. A **Guillaume Mogé**, la 2ème principale source est **l'emprunt (21%)**.

STRATÉGIES DE SUBSISTANCE (rCSI)

% de ménages selon les niveaux de l'Indice Réduit des Stratégies de Subsistance (rCSI)



23/30 ICs ont précisé que le **principal besoin dans la région est l'accès à la nourriture**. Un IC à Savane à Roche a illustré ces difficultés en abordant les difficultés rencontrées par **les personnes âgées** :

« Les Haïtiens disent toujours que tant qu'ils ont la vie, ils peuvent vivre. Parfois, personnellement, je rends visite à des personnes âgées, et certaines d'entre elles sont vraiment vulnérables. En ce qui concerne l'huile, une personne âgée m'a dit que si elle achète un petit pot d'huile, par exemple, ce pot d'huile doit durer un mois. Je ne sais pas comment elle l'utilise pour assaisonner ses repas. Ils réduisent la quantité de tout ce qu'ils peuvent consommer. »

MOYENS DE SUBSISTANCE

STRATÉGIES D'ADAPTATION AUX MOYENS DE SUBSISTANCE (LCSI)

% de ménages selon les niveaux d'Indice des Stratégies d'Adaptation aux Moyens de Subsistance (LCSI)

Au cours des 30 jours précédant la collecte de données



50% des ménages ont rapporté recourir à des stratégies d'adaptation aux moyens de subsistance dites de "crise" dans cette région du Bas-Artibonite contre une moyenne de 29% à l'échelle du département de l'Artibonite.

L'adoption de stratégies d'adaptation pour satisfaire des besoins prioritaires



Parmi les principales stratégies adoptées par les ménages, **14 ICs sur 30 ont mentionné la vente de biens** comme moyen d'adaptation, vendant principalement du bétail et des meubles pour **subvenir aux besoins fondamentaux tels que la nourriture et l'éducation des enfants**.

D'autre part, **12 ont souligné la solidarité et l'entraide** au sein de la communauté pour **partager les ressources disponibles**. En revanche, dix personnes ont exprimé **leur résignation**, affirmant être incapables de recourir à une stratégie d'adaptation.

Huit répondant-es ont évoqué **l'utilisation de mutuelles de solidarité (MUSO)** pour aider les plus démunis, avec des taux d'intérêt bas facilitant l'accès aux prêts.

Aussi, sept personnes ont mentionné le **déboisement pour la production de charbon comme source de revenus**. Cinq personnes de la Petite Rivière de l'Artibonite ont signalé que **certaines jeunes filles se livrent à la prostitution** faute de moyens.

Quatre répondant-es ont évoqué l'utilisation fréquente des **prêts sur gage**.

De plus, quatre ont souligné dépendre des **transferts d'argent en provenance de l'étranger** comme moyen d'adaptation.

Trois personnes ont rapporté que certains **rejoignent des gangs armés** pour subvenir à leurs besoins.

Deux personnes ont indiqué que les gens **dépendent de leurs jardins et des productions propres**, tandis que deux autres ont souligné la nécessité de **chercher de l'eau dans les rivières** pour répondre à leurs besoins en eau.

23%

des ménages à **Désarmes** ont rapporté avoir pour principale source de revenus **les prêts ou soutiens en nature de la part de la famille et des amis** (sans inclure les transferts d'argent) contre une moyenne de **19%** dans la région.

CHOC SUBIS ET IMPACT

Plus d'un tiers des ménages (33%) ont déclaré avoir fait face à un choc ayant eu un impact négatif sur leur capacité à satisfaire leurs besoins prioritaires. Parmi ces ménages, les types de chocs les plus fréquemment rapportés sont:

- **Insécurité (12%)**
- **Prix anormalement élevés des denrées alimentaires (10%)**

Parmi les ménages ayant subi un choc (33%), les types d'impact les plus fréquemment rapportés sont :

Accès à la nourriture	66%
Accès à l'activité de subsistance principale	41%
Accès à l'école pour les enfants	26%
Accès aux services de santé	20%
Disponibilité de la nourriture dans la région	20%
Eviction du logement	6%

24%

des ménages à **Guillaume Mogé** ont subi un choc lié à **l'insécurité**.

ACCÈS AUX PRESTATAIRES FINANCIERS

Principaux types de prestataire de services financiers accessibles rapportés dans la zone (% des ménages)

Agents d'argent mobile MonCASH	63%
Agents d'argent mobile Natcash	38%
Aucun prestataire/fournisseur de services financiers dans la localité ou aucun accès	21%
Groupes d'épargne informels gérés par les membres (Banques villageoises, AVEC / associations villageoises d'épargne et de crédit, MUSO / mutuelles de solidarités)	21%
Services formels de transfert d'argent (Western Union, etc.)	12%
Prêteurs sur gages	8%

ACCÈS AUX MARCHÉS

18%

des ménages ont indiqué que le **marché fonctionnel le plus proche était à plus d'une heure de marche.**

32%

mettent **plus d'une heure** pour y accéder dans la **section de Bossous.**

58%

des ménages ont rapporté faire face à **des obstacles pour se rendre dans les marchés.** Cette proportion s'élève à **75%** à **Bossous.**

Principaux types d'obstacles rencontrés pour se rendre dans les marchés (% des ménages)

Pas d'argent ou manque d'argent	44%
Le marché est trop loin pour y accéder régulièrement	18%
Insécurité dans les marchés ou pour s'y rendre	18%
Le transport pour se rendre au marché est trop cher	15%
Les routes menant au marché sont endommagées	9%

Des difficultés d'accès aux marchés accentuées par l'insécurité et une mauvaise infrastructure routière



Comme expliqué précédemment, les restrictions de mouvement dues aux activités des gangs dans la région constituent un **problème majeur pour la circulation des biens et l'accès aux marchés.** Un informateur clé ayant participé à un entretien avec REACH a expliqué que :

« Actuellement, la vente de produits est quasiment inexistante en raison de l'inaccessibilité des marchés, notamment à Pont-Sondé et Port-au-Prince, en raison des restrictions de déplacement. Cette situation entrave la circulation des personnes, les empêchant d'accéder à certains produits alimentaires. Les résidents sont contraints de consommer les produits tels quels, sans possibilité d'échanges avec d'autres zones. De plus, le peu de produits disponibles voit ses prix augmenter, accentuant les difficultés économiques. La hausse du prix du gallon de carburant à 2500 gourdes est directement liée à la situation à Mirebalais, en particulier à Morne Cabri. »

Leader communautaire dans la commune de la Chapelle

Huit personnes parmi les 30 répondants interrogés ont fait savoir que le **manque d'accès aux infrastructures routières** constitue également une préoccupation dans la région. D'après l'avis d'un leader communautaire de Médor :

« ...il y a le problème d'accessibilité dû au manque d'infrastructures tel que le chemin qui relie Petite Rivière à Médor qui est en terre battue où les motos et les voitures n'ont pas accès. Il y a seulement les piétons et les animaux qui peuvent l'utiliser. »

Leader communautaire dans la section communale de Médor

SANTÉ

BESOINS EN SANTÉ

24%

des individus parmi les **34%** ayant signalé un besoin de prise en charge ou d'assistance en soins ont indiqué que ce besoin n'a pas été comblé
Au cours des 3 mois précédant la collecte de données

Dans la **section communale de Bossous**, parmi les **35%** d'individus ayant signalé **un besoin de prise en charge**, **30%** d'entre eux ont indiqué que **ce besoin n'a pas été comblé**.

Top 3 des besoins de soins de santé n'ayant pas été comblés rapportés par % d'individus

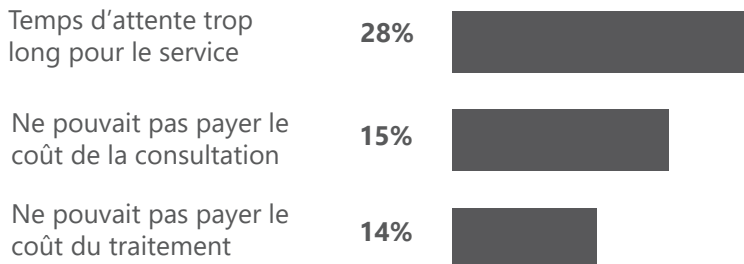
- 1 Consultation ou médicaments pour une maladie aiguë/soudaine (fièvre, diarrhée, toux, etc.) (**69%**)
- 2 Consultation / bilan de santé préventif (**11%**)
- 3 Consultation ou médicaments pour une maladie chronique (diabète, hypertension, etc.) (**7%**)

46%

des ménages, parmi les 34% ayant eu un besoin de prise en charge, ont consulté **un centre de soins public**. Bien que les ménages ont rapporté dans leur majorité sollicité des **infrastructures publiques**, certains ménages obtiennent cette aide médicale auprès de **structures privées** comme rapporté par **33%** des ménages à **Martineau** et **24%** à **Savane à Roche**.

BARRIÈRES D'ACCÈS

Les barrières les plus rapportées pour accéder aux infrastructures de santé (% des ménages)



25%

des ménages dans la section de Bossous ont indiqué comme barrière **le fait que les établissements de santé soient trop éloignés**. Cette proportion est de **15%** à Savane à Roche. Dans ces sections, plus de la moitié des ménages mettent **plus d'une heure** pour atteindre une structure de santé.

10%

des ménages dans la section de Désarmes ont rapporté qu'il **n'y a aucun établissement de santé fonctionnel à proximité**.

En plus des obstacles d'ordre économique, un manque de structures de santé pour répondre aux besoins de la population locale



Dans la commune de **Petite Rivière de l'Artibonite**, **7/10** ICs ayant pris part à des entretiens semi-structurés ont identifié **l'accès aux services de soins comme un des besoins prioritaires**. Dans cette même commune, les ICs expliquent que les **difficultés d'accès et le manque de structures de soins de santé** (notamment avec la fermeture d'un centre de soins qui était géré par association) limitent **l'accès à des services de qualité**. Un répondant a expliqué cette situation en mentionnant :

« Sur le plan sanitaire, la situation est vraiment déplorable. On n'a nulle part où se faire soigner. Il n'existe quasi aucun centre de santé dans la zone. Autrefois, il y avait un hôpital catholique (Caritas), mais depuis quelque temps, cela fait entre 5 à 6 ans, depuis que cet hôpital a disparu dans la zone. Pour nos soins, c'est à Valeureux (localité à Désarmes) que nous sommes obligés de nous rendre. On doit traverser le fleuve et subir de nombreuses péripéties pour accéder à ce centre de santé. Si on veut avoir un premier soin, il faut se résigner à consulter un charlatan de la zone puisqu'il n'y a pas vraiment de médecins.»

Un représentant d'une association à Savane à Roche

A **Médor**, un autre répondant a déploré le **manque de structures de santé** pour répondre aux besoins de la population et **traiter**, entre autres, **les cas de choléra dans la zone**.

Les personnes atteintes du choléra ont été transportées à l'aide de brancards pour les emmener à l'hôpital. Il n'y a pas d'hôpital dans la zone. Il y avait un hôpital (Caritas), mais je ne me rappelle plus du nom. Le personnel était surtout composé d'étrangers. Cependant, depuis quelque temps, il ne fonctionne plus.

Un représentant d'une association à Médor

ABRIS ET BIEN NON ALIMENTAIRES

ACCÈS À UN ABRIS ADÉQUAT

48%

des ménages vivent dans un **abri non-adéquat**.*

*Les abris non adéquats réfèrent aux choix suivants: abri non adéquat léger avec toit en tôle et un mur en block/parpaing, abri non adéquat d'urgence en bâche uniquement, abri non adéquat léger avec des matériaux improvisés (toit en bâche), aucun abri (dormir à l'air libre), bâtiment non couvert/non fini, abri collectif.

Les trois principaux types d'abri par % des ménages

- 1 Abri non adéquat léger avec toit en tôle et un mur en block/parpaing (**38%**)
- 2 Abri adéquat traditionnel avec toit en tôle et un mur en bois/argile (**24%**)
- 3 Abri adéquat traditionnel avec toit en paille/chaume et un mur en bois/argile (**18%**)

57%

des ménages dans la section de **Guillaume Mogé** vivent dans un **abri non-adéquat**.

FONCTIONNALITÉ DES ABRIS

% de ménages vivant dans un espace domestique où il est non fonctionnel ou impossible de:

S'éclairer	33%	
Cuisiner	18%	
Stocker de la nourriture et de l'eau	11%	
Dormir	3%	

Les principales raisons pour lesquelles l'espace domestique est non fonctionnel ou impossible pour:

S'éclairer

Pas d'électricité/lampe solaire (**70%**)

Accès à l'électricité intermittent et insuffisant (**51%**)

Autres (**3%**)

Cuisiner

1 Parce que la cuisine est à l'air libre, il n'y a pas de cuisine (**65%**)

2 Insuffisance d'articles non alimentaires de base (**53%**)

3 Manque d'accès à l'équipement pour cuisiner (**50%**)

L'accès à l'électricité est un défi dans la région. A Savane à Roche et Guillaume Mogé, **42%** des ménages ont rapporté qu'il est **impossible de s'éclairer dans leur logement**.

Pour un IC interrogé à Bossous, l'**électricité doit être une priorité** dans sa localité :

« Déjà, il y a des variations dans l'alimentation électrique, expliquant la faible tension et les coupures dues aux branches d'arbres qui provoquent parfois la rupture des fils électriques. Le système électrique ne répond pas à la croissance de la population, tout comme le captage de l'eau. Si j'avais à agir dans la communauté, la résolution du problème d'électricité serait ma première priorité. »

Leader communautaire à Bossous

68%

des ménages n'ont accès à **aucune source d'électricité**. Cette proportion est de **79%** à **Savane à Roche**.

DOMMAGE SUR LES ABRIS

% de ménages par types de dommages les plus fréquemment signalés pour l'abri

Dommages aux murs	53%
Fuites en cas de pluie	47%
Dommages aux sols	40%
Dommages mineurs à la toiture	25%
Dommages importants au toit avec risque d'effondrement	24%

28% des ménages dans la section de **Savane à Roche** ont indiqué avoir **des dommages importants au toit avec un risque d'effondrement de l'abri**.

26% des ménages dans la section de **Bossous** ont rapporté **qu'il est impossible de fermer l'abri à clé**.

Une résistance fragile des abris face aux aléas climatiques



77% des ménages résident dans **un abri ne pouvant pas résister aux aléas climatiques**. Un IC dans la commune de Bossous a mis en exergue les **conditions de logement précaires**, particulièrement leur peu de **résistance aux conditions climatiques et aux pluies**.

« Je me souviens qu'il y a quelques jours, je suis passé près de certaines maisons de certaines personnes. Je les appelle des maisons seulement parce que c'est là qu'ils vivent, mais en regardant, ce ne sont vraiment pas des bons endroits. Quand il pleut, ils sont obligés d'attendre que la pluie cesse pour la collecter ensuite avec des récipients afin d'enlever l'eau, puis de la jeter et d'étendre des draps pour pouvoir se coucher. »

Un représentant d'une association à Savane à Roche

ARTICLES NON ALIMENTAIRES DE BASE

% de ménages par article non alimentaire essentiel qui manque dans le ménage

82%

des ménages dans la région du Bas-Artibonite ont rapporté **manquer de matelas au sein de leur foyer**, par rapport **41%** à l'échelle du département. A Bossous, **43%** des ménages ont rapporté **manquer de couvertures**.

82%

Matelas

65%

Moustiquaire

53%

Vaisselle

48%

Articles d'hygiène

Un manque d'articles d'hygiène

Le **manque d'articles d'hygiène** est particulièrement plus prévalents dans les **sections communales de Bossous et de Savane à Roche** et a été respectivement rapporté par **58%** et **52%** des ménages.

DES DIFFICULTÉS ACCRUES D'ACCÈS À UN LOGEMENT DIGNE POUR LES POPULATIONS DÉPLACÉES

Des conditions de logement précaires pour les personnes déplacées et les personnes les accueillant



Trois informateurs clés dans la commune de Petite Rivière de l'Artibonite ont mentionné **les conditions d'abri précaires et le surpeuplement des foyers**, en partie dû à **l'incapacité des familles d'accueil de loger les personnes déplacées** dans les localités. Un informateur clé à Savane à Roche a expliqué que les déplacements forcés en raison de la situation sécuritaire fragile dans les zones proches de la section (par exemple à Liancourt) entraîne **la précarisation des conditions de logement des déplacés** qui se réfugient auprès de familles d'accueil ou dans des sites infomels (établissements scolaires ou églises).

Dans la commune de la Chapelle, deux informateurs clés ont également mentionné la présence de personnes déplacées dans la commune en expliquant qu'elles viennent pour la plupart de Titanyen ou encore de Carrefour-Feuilles.

A Désarmes, un répondant a expliqué que les personnes ayant fui l'insécurité liée aux activités des gangs sont souvent **parties dans la précipitation** en laissant leurs biens dans leur résidence d'origine et sont **hébergées par les communautés locales dans des conditions difficiles**.

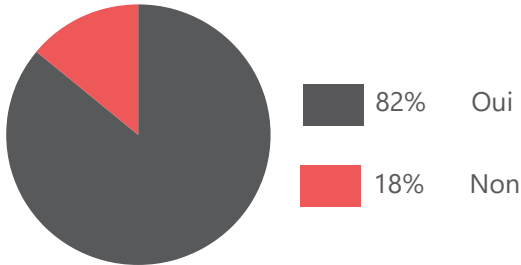
« Le problème du logement est critique pour les personnes déplacées, car les propriétaires de maisons à Desarmes n'avaient pas construit de logements pour accueillir autant de personnes. Leurs habitations ne pouvaient normalement loger que deux ou trois personnes. Cependant, lors du retour des habitants originaires de Desarmes, en raison des tensions dans d'autres zones, ils ont constaté la présence de bâches dans presque toutes les cours. En conséquence, ils ont demandé à d'autres personnes, notamment à leurs amis, de faire de même pour les aider à accueillir davantage de personnes déplacées, étant donné que ces dernières sont démunies de moyens.»

Un représentant d'une association à Savane à Roche

ÉDUCATION

SCOLARISATION

% d'enfants en âge scolaire (entre 5 et 17 ans) inscrits dans une école scolaire formelle pour l'année scolaire 2022-2023



13% d'enfants en âge scolaire (entre 5 et 17 ans) **ne fréquentent pas l'école régulièrement**, parmi les **82%** d'enfants en âge scolaire et inscrits dans une école formelle. A l'échelle du département de l'Artibonite, cette proportion est de **4%**.

22% des enfants dans la **4ème Section de Desarmes n'ont pas été inscrits dans une école**. Dans cette même section communale, **21%** des enfants inscrits **n'ont pas pu fréquenter l'école de manière régulière**.

38% des ménages interrogés **n'ont pas dépassé un niveau scolaire supérieur au niveau d'éducation primaire**. Parmi eux, **8%** des ménages ont rapporté n'avoir **aucun diplôme**. A Désarmes où **22%** des enfants ne sont pas inscrits dans une école, **10%** des ménages ont rapporté qu'**aucun membre ne possède un diplôme**.

BARRIÈRES D'ACCÈS

Les trois raisons les plus rapportées pour lesquelles les enfants en âge scolaire ne fréquentaient pas régulièrement* l'école

*Fréquenter régulièrement l'école équivaut à une fréquentation d'au moins quatre jours par semaine



52% des ménages ont rapporté que le principal obstacle à l'inscription ou la fréquentation de l'école est lié aux **coûts d'éducation trop élevés**.



18% des ménages ont rapporté que le principal obstacle est lié à **l'insécurité sur le chemin de l'école ou à l'école** alors que **10%** l'ont mentionné à l'échelle du département de l'Artibonite. Dans les sections de **Desarmes et Bossous** cette barrière a été rapportée par **24%** des ménages.



9% des ménages ont rapporté que le principal obstacle est lié au fait que **les parents ne soient pas au courant des opportunités d'éducation disponibles**.

Le principal obstacle d'accès à l'éducation est **d'ordre économique**. La majorité des ICs ont mis en lumière les difficultés rencontrées par les parents pour **assurer les coûts liés à l'éducation des enfants**.

Dans la commune de la **Chapelle** où **20%** des enfants en âge scolaire ne sont pas inscrits dans une école formelle, **11%** des ménages ont indiqué que leurs enfants **n'ont pas pu apprendre dans des conditions acceptables** à l'école. Un IC a mis en évidence **l'état défaillant des infrastructures scolaires** en précisant :

« Dans la section communale de Martineau, Il y a une école nationale qui est en très mauvais état ou il y a fuite en cas de pluie et des tôles qui sont totalement détruites. Tandis que c'est là ou la majeure partie des enfants vont à l'école. »

Un leader communautaire à Martineau

En plus de ces obstacles, un IC interrogé à Médor dans la commune de Petite Rivière de l'Artibonite a mentionné le manque d'accès à des programmes nutritionnels. En effet, **93%** des ménages **n'ont pas connaissance de services nutritionnels disponibles dans leur localité**. Cet IC a notamment expliqué que le **manque d'accès à un régime alimentaire complet et équilibré affecte la fréquentation des enfants dans les écoles mais aussi leur capacité à étudier**.

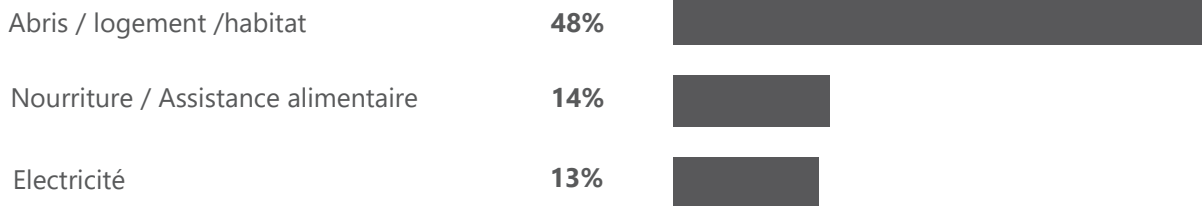
« Les enfants vont à l'école sans avoir mangé, ils restent très affamés la journée faute d'avoir accès à la nourriture. Ce besoin alimentaire des élèves doit être résolu, car en ayant faim, ça les empêche d'apprendre correctement. »

Membre d'une association à Médor

REDEVABILITÉ

PRIORITÉS ET PRÉFÉRENCES

% de ménages selon leur 1er besoin prioritaire



MODALITÉS D'ASSISTANCE PRÉFÉRÉES

Top 3 des modalités d'assistance préférées pour les besoins prioritaires plus rapportés

Pour les besoins en abris

Argent via transfert (78%)

En nature - mise à disposition d'un logement (46%)

Argent liquide (27%)

Pour les besoins en nourriture

Argent via transfert (87%)

En nature (35%)

Vouchers - coupons (14%)

Types d'assistance préférées mises en avant par les acteurs locaux

Parmi les 30 participants aux entretiens, huit personnes ont souligné **l'importance de privilégier des réponses ayant un impact à court terme**. Ils ont notamment mis l'accent sur le besoin d'apporter des **aides alimentaires**, un soutien d'urgence pour faciliter l'**accès aux soins**, la nécessité de **faciliter l'accès à des conditions de logement dignes**, particulièrement pour les personnes déplacées.

Par ailleurs, plusieurs répondants privilégient des **interventions à long terme**, tels que le soutien au développement d'**activités génératrices de revenus** comme précisé par la moitié des répondants ou encore la **promotion de la production agricole** mentionnée par 11 informateurs clés. Certains ont évoqué la mise en place d'initiatives spécifiques, pour faciliter l'irrigation des terres, la mise en place de **canaux d'irrigation**, et le **renforcement de la sécurité** dans la région. De plus, cinq personnes ont suggéré la **consolidation de l'accès à des microcrédits** ou des prêts pour stimuler les revenus, tandis qu'une personne a mentionné le besoin de **soutenir l'éducation** en fournissant des ressources adéquates aux écoles. Une femme leader communautaire insiste sur l'**appui technique, financier et matériel pour les organisations communautaires**. Enfin, une personne a souligné la nécessité de favoriser l'**accès à l'électricité dans la région**.

En effet, la majorité des répondants ont mis l'accent sur le besoin de **développer des réponses durables** renforçant l'économie locale de manière pérenne. Un répondant a illustré cette perception en expliquant :

« C'est vrai que les gens ont faim et nécessitent une intervention rapide mais il faut également penser au long terme. Par exemple, une ONG qui intervient dans le secteur agricole peut essayer de voir comment irriguer les terres, mettre en place des canaux d'irrigation et ainsi augmenter la superficie agricole. Les gens n'auront pas à se déplacer et se faire humilier en République Dominicaine. On pourrait produire du chou, des tomates et d'autres produits maraichers sans avoir à acheter des produits de moins bonne qualité issus de la République Dominicaine. Je pense que les ONG pourraient nous aider autrement »

Leader communautaire à Martineau

ACCÈS À L'ASSISTANCE HUMANITAIRE

4%

des ménages ont rapporté **avoir reçu une assistance humanitaire**. Dans les sections communales de Martineau et de Guillaume Mogé, **9%** des ménages ont reçu une assistance humanitaire.

Au cours des 12 mois précédant la collecte.

Les informateurs clés qui ont indiqué la présence d'une aide humanitaire dans leur localité ont principalement fait référence à **des distributions alimentaires**. De manière moins fréquente, ils ont également évoqué des distributions de bétail, des kits d'hygiène, des programmes Cash for Work, ainsi que la distribution de tôles.

COUVERTURE RÉSEAU ET ACCÈS AU TÉLÉPHONE

22%

des ménages n'ont **pas de couverture de réseau mobile** contre une moyenne de 15% à l'échelle du département de l'Artibonite.

21%

des ménages ont rapporté **n'avoir aucun téléphone en leur possession**.

ACCÈS À L'INFORMATION LIÉE À L'AIDE HUMANITAIRE

% de ménages par type d'information qu'ils aimeraient recevoir de la part des acteurs humanitaires

- 1 Actualité sur la zone (**35%**)
- 2 Comment avoir accès à de la nourriture / de l'assistance alimentaire (**34%**)
- 3 Comment avoir accès à l'aide humanitaire / s'enregistrer en tant que bénéficiaire (**30%**)

Moyens de communication préférés les plus rapportés

- 1 Appels téléphoniques (**65%**)
- 2 SMS / Textos (**39%**)
- 3 Radio (**23%**)

UN BESOIN DE RENFORCEMENT DE L'INCLUSION DES ORGANISATIONS COMMUNAUTAIRES DE BASE DANS LA RÉPONSE HUMANITAIRE

Coordination entre les acteurs humanitaires et les communautés locales

Afin d'avoir une **communication efficace entre les communautés locales et les acteurs humanitaires**, 27 personnes parmi les 30 ICs ont préconisé de **renforcer les interactions et la coordination** des organisations humanitaires avec les leaders communautaires, les autorités publiques, les responsables d'organisations locales et les leaders religieux. Certains répondants ont expliqué que ces **acteurs sont le plus proches des réalités des populations locales** et peuvent agir comme intermédiaire pour faire connaître les besoins de la communauté locale. D'autres répondants ont également mis l'accent sur le besoin de **créer des espaces d'échange et de coordination entre ces acteurs**, tel que par exemple des comités communautaires.

Les ICs ont expliqué le besoin d'avoir accès à des programmes visant à **renforcer l'autonomie et l'appropriation des organisations locales des outils de développement** à travers des activités de renforcement de capacités techniques et organisationnelles, d'**appui en matière de rédaction de projets humanitaires et de développement** ou encore un appui matériel et financier. Un intervenant dans la commune de la Chapelle a expliqué que ces initiatives permettent d'assurer la durabilité des réponses humanitaires :

« Ce qui est bon dans ce genre d'action, c'est que les ONG peuvent partir, mais les fruits restent pour la commune. Dès que ce sont les gens de la commune qui font des actions pour la commune, ils les feront avec tout leur être et cela ne peut être que bon pour tout le monde. »

Représentation d'une organisation de la société civile à la Chapelle

MÉTHODOLOGIE

L'évaluation adoptera une approche mixte. D'une part, REACH a mis en œuvre une enquête multisectorielle auprès des ménages dans les communes de Verrettes (3ème Section communale Guillaume Mogé, 4ème Section communale Desarmes), La Chapelle (1ère Section Communale Martineau, 2ème Section Communale Bossous) et Petite-Rivière de l'Artibonite (4ème Section communale Savane à Roche). Les résultats sont représentatifs au niveau des sections communales. L'évaluation est construite sur la base d'un échantillonnage aléatoire simple en appliquant un intervalle de confiance de 95 %, une marge d'erreur de 10 %, ainsi qu'un tampon de 10%. D'autre part, des entretiens avec des ICs ont permis d'explorer la perception des acteurs locaux de la situation humanitaire, ainsi que leurs priorités et préférences en matière de réponse humanitaire.

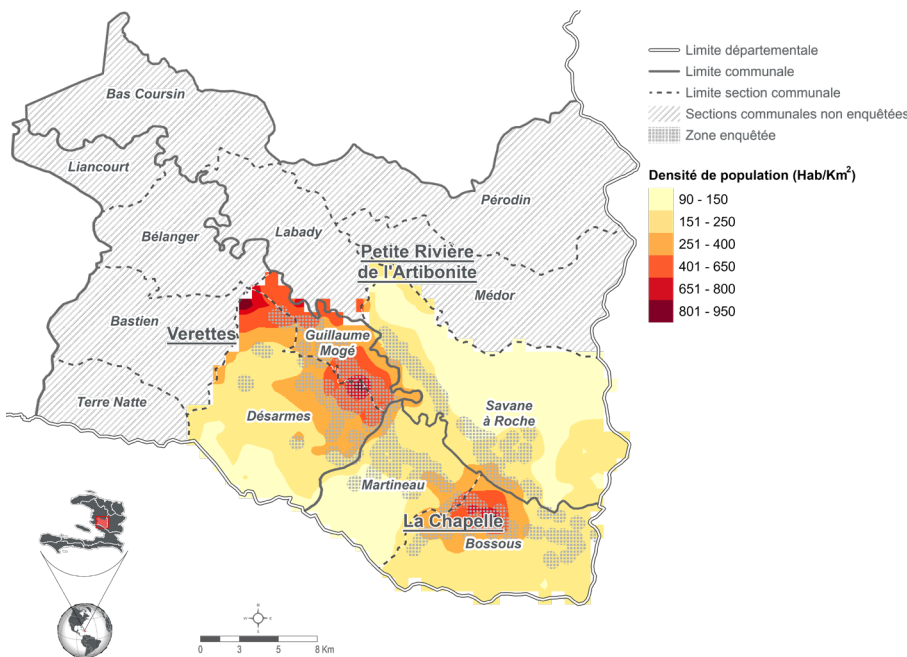
DÉFIS ET LIMITES

L'équipe de collecte a fait face à des difficultés d'accès liées principalement à des contraintes sécuritaires, notamment pour accéder à la 6ème Section de Médor. Alors qu'il était prévu de conduire des enquêtes ménages dans cette section, elles n'ont pas pu être réalisées, et seulement les entretiens qualitatifs auprès d'informateurs clés ont pu être réalisés à distance.

De plus, la collecte de données ne couvre pas la totalité du Bas-Artibonite mais uniquement cinq sections communales au sein de cette zone. Lorsque des totaux sont présentés ils correspondent donc uniquement à ces 5 sections, et non pas à l'ensemble des 3 communes.

Enfin, l'enquête n'explore que peu les besoins des populations déplacées comme moins de 5% des ménages interrogés sont en situation de déplacement.

COUVERTURE GEOGRAPHIQUE



A PROPOS DE REACH

REACH facilite l'élaboration d'outils et de produits d'information visant à renforcer les capacités des acteurs humanitaires à prendre des décisions informées lors de situations d'urgence, de relèvement et de développement. Pour ce faire, les méthodes utilisées par REACH incluent la collecte de données primaires, suivie d'une analyse approfondie de celles-ci. Toutes les activités sont menées dans le cadre des mécanismes de coordination inter-agences. REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'ACTED et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche – Programme opérationnel pour les applications satellitaires (UNITAR-UNOSAR).

Pour plus d'informations, veuillez consulter notre site internet : www.reach-initiative.org et nous suivre sur Twitter : @REACH_info.

NOTES DE BAS DE PAGE

PAGE 1

- ¹ REACH, [Evaluation multisectorielle des besoins MSNA](#), 2023
- ² PAM, [Analyse des dynamiques de surfaces agricoles en Artibonite \(contre-saison\)](#), 2023
- ³ OHCHR, [La violence des groupes criminels s'étend en dehors de Port-au-Prince](#), 2023
- ⁴ BINUH, [Situation des droits de l'homme - Rapport trimestriel](#), 2023
- ⁵ OCHA, [Aperçu des besoins humanitaires et plan de réponse](#), 2024

PAGE 4

- ¹ Journal local TripFoumi, [Des paysans lancent un appel à l'aide pour réactiver un canal sur le fleuve de l'Artibonite à Desarmes](#), 2023
- ² All for Trees, [Quand la déforestation menace l'accès à l'eau potable Malawi](#)

PAGE 5

- ¹ PAM, [Analyse des dynamiques de surfaces agricoles en Artibonite \(contre-saison\)](#), 2023

PAGE 6

- ¹ Organisation Mondiale pour la Santé, [Cholera outbreak in Hispaniola 2023 - Situation Report 20](#), 2023